



La folie, c'est de faire toujours la même chose et d'attendre un résultat différent

Compte Rendu du Comité Social d'Administration Local n° 2/2023

Nous étions réunis ce jour en 2^e convocation à un CSAL portant uniquement sur le volet emplois lié au projet de loi de finances 2023.

Comme écrit dans notre compte rendu précédent, c'est sur un projet de 4 suppressions d'emplois que nous étions amenés à exprimer nos voix.

La Direction a tenté brièvement de nous convaincre que les gains de productivité liés à la suppression de certaines de nos missions étaient incontestables.

Elle affirme que recentrer nos missions à forte valeur ajoutée est bénéfique pour tous et justifie les suppressions d'emplois.

Plus de taxes, plus de problèmes !!!

Cela fait des années que nous entendons ce discours.

Nous n'avons pas l'impression que nos tâches diminuent et nous sommes convaincus que les suppressions d'emplois récurrentes sont injustifiées. Il est inconcevable pour FO-DGFIP de cautionner la moindre suppression d'emplois.

Seule force syndicale présente, **FO-DGFIP a une nouvelle fois voté unanimement contre ce projet intolérable.**

Vous trouverez au verso notre déclaration liminaire qui traduit notre sentiment.

Nous serons toujours présents pour défendre vos intérêts !!!

Les élus : Pascal BAULLARD, Vincent RALIOT, Marie-Catherine LEGRAND, Nathalie CREUSOT, Nathalie GUYOT





Déclaration Liminaire du CSAL n° 2/2023

Monsieur le Président,

Vous nous convoquez ce jour pour tenter de nous convaincre une seconde fois que les redéploiements d'emplois sont des nécessités voire des chances pour certaines de nos missions. Vous vous doutez bien que les mêmes documents, légèrement amendés à la demande des représentants des personnels, les mêmes arguments, vont provoquer les mêmes effets.

Il est hors de question que FO-DGFIP cautionne ces suppressions d'emplois.

Nous sommes tous les ans impactés par des vagues de suppressions. Nous pourrions nous réjouir que la vague 2023 soit moins forte mais les grands tsunamis commencent toujours par des vagues douces.

De plus, les services démétropolisés devaient initialement être des services de Bercy prévus pour s'installer dans les territoires. En réalité, la démétropolisation a dissimulé et amplifié toujours plus le NRP en démantelant des services locaux. Contrairement à ce qui avait été annoncé, ces services constituent des jeux de dupes pour les usagers et les collectivités locales. Le service public de proximité tant attendu par nos concitoyens et concitoyennes ne sera pas au rendez vous.

Même si le vœu de nos dirigeants est d'aligner le service public sur le service privé, notre mission est de satisfaire l'ensemble des usagers. Satisfaire également l'intérêt général.

Dès lors, les notions de gain de productivité sur le dos des agents sont des arguments impossibles à entendre.

Nous ne voulons pas sacrifier un service public de qualité par des méthodes stakhanovistes qui isolent toute une partie de la population.

Il n'est pas de coutume dans nos liminaires de parler des sujets nationaux.

Près de 40 % de grévistes dans notre département pour la première journée de mobilisation contre la réforme des retraites !

Soyez certain que les personnels se sont mobilisés contre la réforme injuste des retraites mais aussi à cause d'un avenir professionnel incertain.

Nous sommes confrontés à une double peine: être moins nombreux et travailler plus longtemps ! On ne peut pas faire mieux pour achever la motivation de nos collègues !

Le ministère des Finances sera bientôt le ministère de l'Injustice !